

Mexique : L'Armée zapatiste de libération nationale, vingt ans après...

David Recondo

▶ **To cite this version:**

David Recondo. Mexique : L'Armée zapatiste de libération nationale, vingt ans après.... Les Études du CERI, 2014, n° 207-208, pp.44 - 48. hal-03460157

HAL Id: hal-03460157

https://sciencespo.hal.science/hal-03460157

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mexique : L'Armée zapatiste de libération nationale, vingt ans après...

David Recondo

Le 25 mai 2014, le sous-commandant Marcos a cessé d'être le porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Ce personnage qui a beaucoup contribué à la visibilité du zapatisme, dès le soulèvement du 1er janvier 1994[1], a cédé sa place à une nouvelle « voix cagoulée », celle du sous-commandant Moisés. Celui qui incarnait le guérillero à la pipe et la casquette effilée a adopté un nouveau nom de guerre, celui de Galeano, en hommage à l'un des miliciens de l'EZLN tué par les membres d'une organisation rivale, dans un affrontement provoqué par le vol d'une camionnette, début mai 2014.

Outre ces changements dans la partie émergée de l'EZLN, qu'en est-il du mouvement né en 1983 et devenu, en quelques mois, le symbole international de la lutte contre la globalisation néolibérale et pour la justice sociale en faveur des plus démunis ? Depuis 2007, les communiqués du sous-commandant Marcos se faisaient rares. L'organisation rebelle avait perdu sa visibilité sur la scène politique nationale, après la marche vers Mexico organisée au printemps 2001 afin de faire pression sur le Congrès, pour qu'il approuve une réforme constitutionnelle sur les droits et la culture des peuples indigènes. Les députés et les sénateurs, tous partis confondus, ont bien adopté une réforme promulguée en août 2001, mais celle-ci n'a pas repris toutes les recommandations de la commission mixte chargée de la médiation entre le gouvernement fédéral et les rebelles, notamment en ce qui concerne le régime d'autonomie politique (et de gestion des ressources naturelles) accordé aux communautés indigènes. Après que la Cour suprême a rejeté les recours contre la réforme le 6 septembre 2002, l'EZLN a décidé de se consacrer à la construction de l'autonomie « par le bas » dans la forêt lacandone (Selva Lacandona) et dans les Hautes-Terres (Los Altos), deux régions du Nord-Est du Chiapas, où se trouvent l'essentiel de ses miliciens et de ses « bases civiles ». Tout semble indiquer que les tensions, à l'intérieur même du commandement de l'EZLN et au sein des communautés, sont aussi pour beaucoup dans le « repli tactique » de l'organisation.

Autonomies locales et consolidation d'un pouvoir civil zapatiste

L'organisation militaire zapatiste n'a jamais déposé les armes. Elle existe donc toujours, concentrée essentiellement dans le Nord-Est du Chiapas. Elle est constituée de quelques centaines d'officiers, le reste des troupes étant composé de civils (les « miliciens ») issus des villages avoisinants. Dès 2002, l'EZLN entreprend de consolider les communes autonomes créés en 1994, et d'en constituer d'autres. Il existe désormais vingt-sept communes autonomes rebelles zapatistes (*municipios autónomos rebeldes zapatistas*), non reconnues par l'Etat. Chacune de ces communes est constituée d'un conseil municipal élu par les bases zapatistes, dans des assemblées de village. En août 2003, l'EZLN annonce officiellement la création de cinq « conseils de bonne gouvernance » (*juntas de buen gobierno*) dont le siège est situé dans des lieux appelés *caracoles* (conques, symbole de la parole dans les glyphes préhispaniques). Ces conseils sont des assemblées constituées par les représentants de chaque commune autonome (chaque conseil rassemble entre quatre et sept communes). Dans chaque communauté (ou village), des assemblées générales désignent des délégués qui siègent au conseil, par équipes de deux et chacune

[1] Le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord américain (Alena), les rebelles indigènes de l'EZLN déclarent la guerre au gouvernement fédéral et à son armée, et parviennent à occuper les principales villes de l'Etat du Chiapas. Après douze jours de combat, le gouvernement décrète un cessez-le-feu unilatéral sous la pression de la société civile nationale et internationale et entame un premier dialogue avec l'EZLN.

durant quinze jours. Ces délégués prennent part à des commissions chargées de soutenir les projets communautaires en matière de santé, d'éducation et d'agriculture (production et commercialisation). Ils doivent aussi intervenir dans la résolution des conflits locaux et administrer la justice.

Cette organisation territoriale est censée matérialiser le principe politique revendiqué par les zapatistes : « gouverner en obéissant » (*mandar obedeciendo*). Les délégués des communes autonomes ne sont pas des autorités au sens strict du terme, ils sont uniquement chargés de faire remonter au conseil de bonne gouvernance les décisions prises par les assemblées locales. Leur mandat est donc clairement délimité et peut être révoqué à tout moment. En outre, le principe de rotation du mandat au sein du conseil vise à empêcher tout accumulation personnelle du pouvoir et permet à tous les membres de la communauté de prendre part à la gestion des affaires communes. Les *caracoles* sont aussi conçus comme « des portes et des fenêtres », selon les mots des zapatistes, permettant l'accès aux territoires autonomes et la mise en relation de ces derniers avec le monde extérieur. Ainsi, les conseils centralisent l'aide fournie par les diverses associations de solidarité avec la cause zapatiste, nationales ou étrangères, et la redistribuent entre les communes. Ce rôle est d'autant plus important que les zapatistes refusent tout bien ou service provenant du gouvernement mexicain. La logique générale de cette gouvernance territoriale est de promouvoir une pratique quotidienne de la démocratie directe, avec une délégation, sous mandat impératif et pour de courts délais, de fonctions de « coordination » des actions menées par les communautés villageoises, et de péréquation des ressources provenant de l'extérieur.

Pour autant, les principes déclarés et les objectifs recherchés cachent des dynamiques contradictoires. D'une part, le haut commandement de l'EZLN, bien qu'il ait affiché une volonté de céder le pouvoir aux civils, n'en exerce pas moins un contrôle direct sur les conseils, ne serait-ce que parce que leurs membres sont, pour la plupart, des miliciens et qu'ils tendent à reproduire une logique de fonctionnement verticale propre à l'organisation militaire. D'autre part, la dépendance des communes autonomes vis-à-vis de l'aide extérieure fait nécessairement des *caracoles* des centres stratégiques où une bureaucratie embryonnaire a fini par se constituer, avec la participation active des « gradés » de l'EZLN, aux côtés des conseillers désignés par les assemblées locales. Enfin, l'ethos marxiste-léniniste du haut commandement zapatiste (à commencer par le sous-commandant Marcos) continue à influencer la dynamique du gouvernement local, dans un contexte où les communautés se divisent entre partisans de l'autonomie antigouvernementale et partisans d'une « collaboration » avec le gouvernement national, provincial (Etat fédéré) ou municipal (communes « officielles » dont le territoire chevauche celui des communes zapatistes).

Tensions communautaires et « désertion » des zapatistes

Le refus catégorique d'entretenir le moindre rapport avec les institutions publiques « officielles » a créé de fortes tensions au sein des communautés. La mise en place d'un système économique parallèle a été difficile et très inégale, dans un contexte où les soutiens en provenance de l'extérieur ont beaucoup diminué. Des pans entiers des communautés ont préféré bénéficier de la hausse des moyens alloués par le gouvernement aux politiques sociales et agricoles ainsi qu'aux infrastructures (routes, transport, circuits de commercialisation). La dualité des structures de gouvernement local a aussi conduit les habitants à faire preuve d'un certain pragmatisme dans les zones d'influence zapatiste. Lorsque cela est possible, ceux-ci ont recours à l'autorité qui veut bien donner une réponse favorable à leurs requêtes. Toutefois, dans la plupart des cas, les communautés sont divisées entre partisans et adversaires des zapatistes. La cohabitation n'est pacifique que dans les communautés où le rapport de force est équilibré ; chaque gouvernement local s'adresse à ses ouailles sans que cela provoque nécessairement des conflits violents.

Après un démarrage particulièrement difficile, il semblerait que des projets promus par les autorités autonomes aient pu se développer avec un certain succès, dans le domaine de l'éduction et de la

santé en particulier. Des écoles autogérées et des cliniques ont été créées. Pour ce qui est de la production agricole, de l'élevage et de l'artisanat, de nombreuses coopératives ont vu le jour. L'économie des familles zapatistes reste toutefois très fragile et dépend encore largement de la solidarité nationale et internationale. Au fur et à mesure que celle-ci diminuait, la migration vers les Etats-Unis est apparue comme la solution la plus réaliste aux carences économiques. Ainsi, cette région a connu une augmentation spectaculaire de son taux de migration, très bas jusqu'au début des années 2000. Désormais, toutes les familles zapatistes ont un ou plusieurs de leurs membres à l'étranger. L'émigration concerne avant tout les jeunes âgés de 18 à 30 ans. Ces départs ont souvent été perçus comme une trahison ou un « abandon de la lutte » par le reste des militants. Avec le temps, toutefois, la migration est apparue comme une démarche à la fois personnelle et collective, dont les retombées pouvaient être positives pour le projet autonomique. Dix ans après l'enclenchement de cette dynamique sociodémographique, il est encore difficile d'en mesurer l'effet sur les dynamiques sociétales et politiques. Comme c'est arrivé ailleurs au Mexique, il est fort probable que les migrants qui « réussiront » aux Etats-Unis finiront par y rester définitivement et par entretenir de moins en moins de liens avec leurs communautés d'origine. Dans l'immédiat, l'EZLN a souffert de cette « saignée » en recrues potentielles, et l'autorité du commandement général a été affaiblie puisque ce dernier n'est plus perçu, tout comme les *caracoles*, comme le seul pourvoyeur d'aide économique.

Au niveau local, désormais, tout l'enjeu est dans la consolidation d'un mode de gouvernement autonome qui puisse, à un moment donné, établir des relations constructives et clairement définies avec certaines agences publiques, en même temps que la société locale développera une économie diversifiée et la plus autosuffisante possible. L'objectif est encore hors d'atteinte, mais le seul fait que les civils assurent des responsabilités croissantes au sein des conseils laisse penser qu'une accumulation d'expérience et de réalisations concrètes est possible et permettra, à terme, une « résorption » de ce qu'il reste du corps militaire de l'EZLN.

L'influence politique du zapatisme en dehors du Chiapas

Entre 1994 et 2002, le zapatisme a exercé une grande influence politique au Mexique. Tout d'abord en matière de réformes relatives aux droits des peuples indigènes. Sans le soulèvement, mais aussi sans la pression exercée par le mouvement tant sur le gouvernement que sur l'opinion publique, de nombreuses réformes concernant les indigènes n'auraient jamais vu le jour. Bien que la réforme fédérale de 2002 ait été en deçà des attentes des zapatistes et de leurs sympathisants, elle n'en constitue pas moins une avancée considérable au regard des lois précédentes. Elle a notamment permis de consolider les réformes audacieuses de certains Etats fédérés en matière d'autonomie politique, à commencer par celui d'Oaxaca. Dans cet Etat du Sud du Mexique, où les indigènes représentent 40 % de la population, les autorités locales de plus de deux tiers des *communes* (417 au total sur 570) sont élues selon le droit coutumier (délibérations en assemblée, suffrage public, rotation des villageois dans l'exercice des fonctions publiques, gestion collective des ressources naturelles), sans l'intervention des partis politiques. En vigueur depuis la réforme électorale de 1995, cet arrangement a bénéficié jusque-là d'une grande légitimité, si bien que d'autres Etats fédérés s'en sont inspirés (Puebla, Tlaxcala, Michoacán, Chihuahua).

Concernant l'accès des peuples indigènes au Congrès national, un nouveau découpage des circonscriptions électorales fédérales en fonction de la concentration de populations parlant une langue indigène a permis une diversification ethnique de la représentation politique dès le début des années 2000.

En matière de politiques sociales, de santé, d'éducation (programmes et pédagogies interculturelles), les avancées sont encore timides mais reflètent néanmoins un nouvel état d'esprit que les gouvernements, quelle que soit leur étiquette, pourront difficilement ignorer et infléchir. L'idée que la société mexicaine est multiculturelle est désormais ancrée dans l'imaginaire national et dans celui de la classe politique. Toutes les politiques publiques passent désormais par le filtre d'un contrôle d'« interculturalité » dont les effets, fort inégaux, marquent toutefois une grande différence avec les pratiques antérieures à 1994.

Enfin, dans le domaine de l'accès à la justice, le chantier reste ouvert avec des innovations notoires dans certains Etats fédérés (Oaxaca, Yucatán, Quintana Roo, Puebla) concernant la délimitation de juridictions pour les autorités indigènes, l'usage des langues indigènes (et donc la présence d'interprètes) dans les procès impliquant des indigènes, mais aussi la production d'une jurisprudence intégrant des éléments du droit coutumier indigène dans la résolution des litiges (notamment en matière électorale ou de défense des droits humains).

Enfin, les polices communautaires et certaines organisations d'autodéfense qui sont apparues dès la fin des années 1990 (notamment dans le Guerrero) et se sont multipliées plus récemment (à partir de 2013 dans le Michoacán), en pleine « guerre » contre les cartels de la drogue, sont tributaires du soulèvement zapatiste et de la revendication d'autonomie portée par l'EZLN. Même si l'héritage paraît très indirect, dans les cas les plus récents, il n'en est pas moins réel. Les autonomies zapatistes sont un référent dans les stratégies locales et régionales pour palier la corruption et les défaillances de l'appareil central de justice et de sécurité.

L'héritage zapatiste dans les mobilisations de la société civile

Le zapatisme a eu, très tôt, une influence considérable sur la société civile mexicaine. Depuis les premières manifestations pour exiger un cessez-le-feu et une négociation entre l'EZLN et le gouvernement, en janvier 1994, jusqu'à « l'autre campagne » (*Otra campaña*) lancée en 2005[2], en passant par la marche pour la dignité indienne (*marcha por la dignidad indígena*) en 2001, l'EZLN n'a cessé d'être un point de référence « éthique » et de stimuler des mobilisations caractérisées par leur pluralisme constitutif, si ce n'est politique. En effet, des secteurs très différents de la société mexicaine (pauvres de la campagne et de la ville, classe moyenne, universitaires, syndicalistes « dissidents » du système corporatiste d'Etat, jeunes...) se sont souvent retrouvés à manifester côte à côte dans la rue. L'appel zapatiste à construire un monde où « plusieurs mondes trouvent leur place », la recherche d'une démocratie « par le bas », où ceux qui gouvernent sont placés sous le regard scrutateur des citoyens, la pratique d'une démocratie participative de proximité, la revendication d'un respect absolu de la dignité de la personne, etc., sont autant d'exigences qui fédèrent tous ceux qui se méfient des politiciens, même si ces derniers ont été « librement » élus. Il y a, de fait, un fond d'antipolitique qui fait écho à celui des sociétés des pays de l'Est après l'effondrement des régimes prosoviétiques. Même le Parti de la révolution démocratique (PRD, parti de gauche créé en 1989, regroupant d'anciens guérilleros et communistes ainsi que des dissidents du Parti révolutionnaire institutionnel, PRI) est soupçonné de reproduire la culture politique autoritaire et corrompue du régime postrévolutionnaire.

Le rejet radical des formes conventionnelles de gouvernement représentatif va, en partie, contribuer à la perte d'influence de l'EZLN et de son porte-parole, le sous-commandant Marcos, dès 2005. Lorsqu'un conflit postélectoral oppose les partisans de Felipe Calderón (candidat présidentiel du Parti

[2] Initiative en faveur de la participation populaire engagée en parallèle à la campagne pour l'élection présidentielle de juillet 2006, « l'autre campagne » en appelle à l'élaboration d'une autre Constitution qui interdirait la privatisation des ressources publiques et garantirait l'autonomie pour les cinquante-sept différents groupes indigènes du pays.

action nationale, PAN) à ceux d'Andrés Manuel López Obrador (candidat d'une coalition de gauche incluant le PRD), et que des milliers de partisans de ce dernier manifestent dans les grandes villes du pays, d'août à septembre 2006, la voix des zapatistes se révèle inaudible. Leur refus de soutenir un candidat quelconque ou même de réclamer le respect des procédures électorales (notamment en sanctionnant la fraude) les a éloigné du gros de l'électorat, dans une élection où les taux de participation ont été proches de ceux de la plupart des « vieilles » démocraties. Depuis cette date, l'EZLN a cessé d'être un référent central pour les mobilisations « de la rue ». Pourtant, celles-ci reprennent de plus belle dès 2009 pour réclamer un changement de stratégie dans la lutte contre les cartels de la drogue mise en œuvre par le président Felipe Calderón. Un vaste mouvement non partisan, pluriel et pacifique se met en branle, culminant avec la marche pour la paix (*marcha por la paz*) en mai 2011. Même si le sous-commandant Marcos exprime publiquement sa solidarité avec le mouvement, le rejet de la violence et de l'insécurité est désormais incarné par Javier Sicilia, poète et journaliste dont le fils a été kidnappé et assassiné quelques mois auparavant, et qui exige, tout comme la plupart des manifestants, que l'Etat fasse son travail plutôt que de protéger les malfrats.

La dernière manifestation publique des sympathisants de l'EZLN, à San Cristóbal de la Casas le 12 décembre 2012 (près de quarante mille personnes ont parcouru les rues de cette petite ville, portant cagoule et en silence), puis les diverses célébrations des vingt ans du soulèvement zapatiste, en janvier 2014, ont toutefois prouvé que le mouvement (bien au-delà de la composante « militaire » de l'organisation) continue à susciter des sympathies. Il n'est pas impossible qu'il rebondisse, depuis sa « base arrière » chiapanèque, si le « nouveau » PRI, représenté par le président Enrique Peña Nieto, ne réussit pas à enrayer la criminalisation de l'Etat.